



EDITO

Pour une eau vivante : la régulation des comportements d'appropriation !

"Dans les toutes prochaines années, l'eau va constituer un enjeu majeur sur les plans, à la fois, économique, social, écologique et donc politique." Ainsi commence le livre fort instructif écrit en 1997 par Jean Loïc Nicolazo, actuel conseiller technique à Matignon, et intitulé **"Les agences de l'eau"**. Ce livre d'une centaine de pages, (Editions Johanet), expose d'une manière concise comment sont organisées les agences de l'eau en France : la composition des comités de bassin, le rôle des conseils d'administration des agences, la diversité des redevances payées par les citoyens au travers de leurs factures d'eau, et les détours de l'histoire qui conduisent à la complexité du dispositif actuel.

Les comités de bassin, qui ont été qualifiés, un peu rapidement par certains, de petits parlements de l'eau, sont en France à la base de tout l'édifice du système des agences. Ils sont constitués, pour un tiers, par les élus des collectivités territoriales, principalement des conseils généraux, pour un autre tiers, par les membres désignés par les différents secteurs de l'activité économique et industrielle, et formant le collège des **"usagers"**, et enfin, pour le tiers restant, par les représentants de l'État. Un tel livre, ou son équivalent, devrait être automatiquement communiqué à tout **nouveau membre** d'un comité de bassin, on pourrait même envisager que les agences de l'eau organisent des sessions d'information - formation à leur endroit. Ainsi ceux qui devraient assumer la responsabilité politique de la gestion de l'eau, **"enjeu majeur"** pour l'avenir, seraient dans les meilleures dispositions pour comprendre que la gestion de l'eau qui donne toujours la priorité à la satisfaction des usages, sur toute autre considération (on parlera dans ce cas de la gestion par les usages) ne peut aboutir qu'à un échec.

Il n'est donc pas surprenant, dans ce contexte, que le bilan de 30 ans d'action des agences de l'eau présente des zones d'ombre. Certaines ont été mises en lumière en 1997 par le commissariat général au plan, dans son rapport au gouvernement portant sur **"l'Évaluation du dispositif des Agences de l'eau"**. Mais cette publication a entraîné des réactions, parfois vives, des membres des conseils d'administration des agences, qui se considéraient injustement critiqués. Et pourtant, l'observation du milieu aquatique, dans lequel il ne reste que quelques poissons qui gigotent, ou bien des nappes d'eau souterraines où prospèrent nitrates et pesticides, devrait bien les conduire à s'interroger sur leur pseudo-réussite. Aujourd'hui, pour faire de l'eau potable, il faut traiter de plus en plus ! Ceci est bien un échec des politiques publiques et de ceux qui les mènent, et ce sont les villes, faiblement représentées dans les comités de bassin, est-ce un hasard, qui en supportent les conséquences. En fin de compte, solution de facilité, ce sont les consommateurs qui paient.

En privilégiant une gestion de l'eau par les seuls usages, on a favorisé les comportements d'appropriation sans limite des ressources. Cette posture, exaltée par la compétition économique, **conduit les usagers des comités de bassin** à ne se préoccuper que de leur **seul usage**, et ceci, au détriment d'une gestion globale, prenant en compte la complexité des problèmes, l'intérêt général, et assurant la pérennité des ressources. Cette appropriation sans limite, s'apparente à un comportement instinctif de type prédateur, qui ne pourrait conduire qu'à l'épuisement des ressources, et où la régulation des comportements humains serait gouvernée par l'extrémisme, donc la catastrophe. Avec cette manière de faire, le milieu naturel, qui n'est défendu par pratiquement aucun usager dans les comités de bassin, est la première victime de la querelle humaine. Et pourtant, avec la puissance énergétique qu'elle met en jeu, et par ses multiples structures biologiques qui dégradent les pollutions, l'infrastructure naturelle est bien la première unité de dépollution de la planète. Pour que la politique de l'eau soit réellement novatrice et atteigne des résultats indiscutables, il faut sortir de la stricte gestion de l'eau par les usages. Il faut contrebalancer la logique d'appropriation par un principe de régulation des comportements prédateurs, mais extérieurs à ceux-ci. En conséquence, dans les lieux de décision, comme les comités de bassin, ou les conseils d'administration des agences, il faut ménager une place importante aux citoyens dont la préoccupation de gestion de l'eau n'est pas gouvernée par l'usage. La démarche de ces acteurs s'inscrirait dans le cadre d'une gestion patrimoniale et raisonnée des milieux et des ressources en eau, ils seraient porteurs de l'esprit de la loi sur l'eau de 1992, qui stipule dans son article premier :

"L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général."

Bernard ROUSSEAU
Responsable du réseau eau
Vice-Président chargé des politiques eau de France Nature Environnement

SOMMAIRE

P-2- DOSSIER
Fracture sociale autour
des questions d'eau
et d'agriculture
P-7- TEMOIGNAGE



fracture sociale autour des questions d'eau et d'agriculture.



Qu'elle se consacre à la culture des plantes ou à l'élevage des animaux, l'activité agricole influence fortement le régime et la qualité des eaux. L'irrigation des cultures conduit à l'assèchement des rivières et à l'abaissement des nappes d'eau souterraines. L'utilisation massive des engrais et des produits chimiques de traitement des plantes et des animaux, détruit la vie dans les rivières et rend impropres à la consommation humaine et parfois animale, les eaux superficielles et souterraines. Pour des raisons agricoles, la transformation, à grande échelle, de l'organisation bocagère des bassins versants des cours d'eau, contribue, elle aussi, à la régression de la qualité des eaux, tout en affectant son stockage et son écoulement. Pour l'élevage, jusqu'à un passé récent, son image traditionnelle était portée par la poule qui picore, et par la vache qui rumine dans son pré. Mais aujourd'hui ces images bucoliques et rassurantes n'ont plus cours, car l'élevage se pratique "hors sol", dans des lieux qui s'apparentent plus à des usines qu'à des étables, et où règne le malaise d'un univers concentrationnaire. La nourriture vient d'ailleurs, soja américain à 75 %, farines animales de triste réputation, mais aussi, maïs fourrage qui remplace l'herbe des prairies naturelles (en 25 ans, la surface de la prairie Bretonne a été réduite de 50 % au profit du maïs).

Cet élevage se pratique sur caillebotis, ce qui permet l'écoulement et la récupération des fientes, qui, dans la majorité des cas, sont épandues sur les sols. Mais, en Bretagne, la concentration en animaux est tellement importante, et les volumes de lisier tellement considérables, que les surfaces de sols agricoles disponibles ne suffisent plus pour digérer cette matière malodorante et, lors des épisodes pluvieux, les sols surfertilisés laissent échapper vers les rivières leur trop plein d'engrais et de nitrates. Les zones où les surfaces sont saturées par cet épandage sont appelées **zones d'excédent structurel (ZES)** et, sur les 75 cantons français classés dans cette catégorie, 71 sont situés en Bretagne. Ceci n'a rien de surprenant quand on sait que la pollution émise par les élevages dans le bassin Loire Bretagne, exprimée en azote, s'élève au chiffre considérable de 100 millions d'équivalents-habitants (EH) par an, avec pour seule station d'épuration, le sol. Chiffre qu'il faut comparer aux 10 millions de EH produits par l'activité humaine dans le Bassin Loire Bretagne et traités en stations d'épuration. On imagine facilement ce qui pourrait se passer si, par exemple, la pollution produite par l'agglomération parisienne, au lieu d'être traitée, était épandue sur les sols de l'Île-de-France ! Et encore, la comparaison est faible puisque la pollution que cela représente est bien inférieure à celle qui est produite en Bretagne par l'élevage.

Dans les secteurs de ZES, des règles de réduction des volumes à épandre ont été longuement négociées entre le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'Environnement et les syndicats agricoles. En fait, il aura fallu attendre le sixième programme des agences de l'eau (1992-1996) pour que l'on se dirige vers le paiement d'une redevance pollution élevage par les agriculteurs. Cette évolution correspond à la mise en application de la directive européenne sur la réduction des nitrates d'origine agricole de 1991 et qui passe par la mise en œuvre du Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA). Mais rien n'est acquis en agriculture ; pour plus d'information, voir l'encadré PMPOA en dernière page.

À l'heure où la révision de la PAC, Politique Agricole Commune, est en chantier, et où Dominique Voynet présente au gouvernement son programme de réforme du système d'intervention publique dans le domaine de l'eau, cette "lettre eau" n° 7, consacrée à l'élevage, est une pièce supplémentaire, versée au débat sur l'agriculture intensive et sur ses limites.

La révolution agricole qu'a connue la Bretagne à partir du milieu des années soixante, a profondément transformé la région. Considérée à l'échelon européen comme l'une des plus performantes en terme de production agricole, la Bretagne est la région française qui, depuis la dernière guerre, a connu les mutations les plus profondes et les progrès les plus spectaculaires, se dotant d'une agriculture "industrielle" totalement plongée dans l'économie de marché.

Ce bouleversement des méthodes de production agricole (intensification culturale par usage des engrais et pesticides, développement du maïs et de prairies temporaires à base de ray grass) accompagné de la concentration des

productions animales hors sol (volailles, porcs notamment) et de la modification brutale du paysage bocager (suppression de 200 000 km de talus boisés) est à l'origine d'une dégradation sans précédent de la ressource en eau.

Après avoir décrit le contexte hydrogéologique régional (1), nous ferons le point sur les teneurs en nitrates dans les eaux (2), sur la contamination par les pesticides (3), avant d'évoquer les orientations pour une nouvelle politique de l'eau.

I/Contexte hydrogéologique.

En Bretagne, l'eau est présente partout. Du fait de la faible perméabilité du sous-sol, l'eau de

Le lobby pro-nitrates pro-cochons contre l'association Eau & Rivières de Bretagne au tribunal de Lorient.

Le lobby pro-nitrates et son bras armé, le soi-disant "institut de l'environnement", ont attaqué Eau & Rivières de Bretagne et son fondateur Jean-Claude Pierre au tribunal d'instance de Lorient le 11 septembre. Motif invoqué : l'injure publique, Jean-Claude Pierre ayant qualifié "d'imposture" le récent bouquin du docteur L'hirondel (voir p6), et de "comportement révisionniste" celui qui consiste à rechercher, comme son éditeur Christian Buson, la "révision" de la norme nitrate. Les écologistes et tous leurs amis bretons, consommateurs, paysans, ont fait de cette audience un grand moment de fête. Il fallait médiatiser ce procès ridicule, et populariser la véritable nature du pseudo "institut de l'environnement", club d'industriels agacés par des écologistes décidément trop efficaces.

Extrait de la revue "Eau et Rivières de Bretagne" N° 101 septembre 1997, éditée par l'association Eau et Rivières de Bretagne.

pluie ruisselle et donne naissance à un réseau extrêmement dense de rus, de ruisseaux, et de rivières (6 000 à 7 000 km environ par département). Ils vont très vite rejoindre la mer : on compte une centaine de fleuves côtiers, dont la longueur varie de quelques kilomètres à plusieurs centaines. Les bassins versants drainés par ces cours d'eau sont de taille très inégale : de quelques km² à plus de 10 000 pour la Vilaine.

D'un point de vue hydrographique, la Bretagne est autonome. Mis à part quelques affluents de la Vilaine, tous les cours d'eau bretons ont leur source, s'écoulent et se jettent dans la mer dans un des quatre départements de la région. L'interface eau douce/mer est très développée que ce soit en raison de la faible pente (Vilaine) ou de la configuration des estuaires (abers), la marée remonte très loin dans les fleuves. Ces espaces particuliers parcourus alternativement par des courants contraires d'eau tantôt douce, tantôt saumâtre, abritent des biocénoses qui ont su s'adapter à ce milieu mouvant. Ils constituent un sas de circulation et d'adaptation progressive au changement de milieu pour toutes les espèces de poissons migrateurs amphibiotiques (dont le cycle de vie se déroule alternativement en eau douce et en mer).

En Bretagne, les pluies sont les plus abondantes en hiver (novembre à mars). Comme les cours d'eau sont alimentés essentiellement par les eaux de ruissellement, les hautes eaux et les crues ont lieu pendant cette saison (janvier, février, mars) et les plus basses eaux s'observent en été, voire en automne (précipitations faibles, évapotranspiration intense). Il existe au sein de cette apparente homogénéité des différences sensibles entre l'est et l'ouest de la région, de part et d'autre d'une ligne Vannes-St Brieuc.

2/La pollution par les nitrates.

Depuis le début des années soixante-dix, on assiste, au niveau des eaux souterraines comme des eaux superficielles, à une augmentation sensible des teneurs en nitrates. Cette augmentation moyenne de 1 mg/l/an laisse présager à l'horizon de 2005, une situation où la presque totalité de la région sera alimentée par une eau dépassant le seuil réglementaire de 50 mg/l.

Provenant à 98 % de l'agriculture, l'azote, dont la quasi-totalité est aujourd'hui épanché sur les sols a deux origines :

- l'une organique produite par les animaux. La gigantesque concentration d'élevages hors sols (100 millions de volailles, 13 millions de porcs..., se traduit journalièrement par une production de 200 000 m³ de déjections, représentant 215 000 tonnes d'azote chaque année !)
- l'autre minérale, puisque, malgré cette masse d'azote en provenance de leurs élevages, les agriculteurs bretons consomment aussi 198 000 tonnes d'engrais azotés !

Aujourd'hui, les rivières bretonnes laissent échapper vers la mer 60 000 tonnes de nitrates chaque année ! Le mécanisme de ce gaspillage colossal est bien connu, l'azote est épanché en excès, ou à une mauvaise période, et lessivé par les pluies. Il descend vers la nappe et les sources et se retrouve dans les rivières. Un phénomène certes diffus, mais de très grande ampleur, accéléré par la destruction du bocage breton : plus de 300 000 ha de talus boisés ont été arrachés, des milliers d'hectares de prairies naturelles et de zones hydromorphes ont été drainés et mis en culture. Le maïs, culture qui cumule le triple inconvénient d'exporter peu d'azote, de consommer beaucoup de pesticides et de laisser le sol nu en hiver, occupe à présent un quart de la surface agricole de la région !

ILS VOULAIENT DESTABILISER EAU & RIVIERES LES INDUSTRIELS CONDAMNÉS PAR LE TRIBUNAL DE LORIENT

Christian Buson accumule les erreurs et les échecs. A ce rythme, il va devenir rapidement un boulet pour les patrons de l'agro-alimentaire breton, habitués à l'efficacité dans la discrétion. Jusqu'à l'année dernière, pourtant, tout se passait bien. L'institut de l'environnement, qui fédère certains clients du Groupe d'Étude des sols de M. Buson, développait depuis cinq ans un lobbying prudent. Personne, même dans les milieux scientifiques ou judiciaires, ne l'avait identifié comme l'émanation des industriels. Mais, en août 1996, la publication du livre du Dr L'Hirondel sur les nitrates marque la fin d'une époque. La vive réaction d'Eau & Rivières, suivie par celle des scientifiques et des journalistes, révèle au grand jour les manœuvres de l'agro-alimentaire et de certaines coopératives d'éleveurs. La polémique se développe dès l'automne, enfle au cours de l'hiver, pour culminer au mois de janvier 1997, avec la conférence à Plabennec du Dr L'Hirondel et le débat télévisé entre Jean-Claude Pierre, Christian Buson, Ambroise Guellec (Président du Comité de Bassin Loire Bretagne) et Philippe Mérot de l'INRA. **L'institut de l'environnement, qu'il ne faut pas confondre avec l'Institut Français de l'Environnement (IFEN), laisse tomber le masque. Ses objectifs apparaissent sans ambiguïté. Il s'agit pour les industriels d'obtenir une révision de la politique de protection de l'environnement. Dès lors, les choses sont claires, et le pseudo-institut définitivement assimilé à ses fondateurs, MM. Doux, Gourvennec et d'autres grands noms de l'agro-alimentaire breton.** Après son débat télévisé avec Jean-Claude Pierre, M. Buson est identifié à juste titre comme leur prestataire de services.

Mais M. Buson, qui a perdu une bataille, espère encore gagner la guerre. Jean-Claude Pierre a prononcé à la télévision les mots imposture, révisionnisme ? Eh bien, si l'on n'a pas eu la présence d'esprit de lui répliquer devant les caméras, on va le traîner au tribunal. Les juges auront peut-être plus d'à-propos. Deuxième erreur. Car citer en justice Eau & Rivières, c'est subir de nouveaux articles de presse, c'est faire parler encore et encore de ses clients industriels, c'est donner l'occasion au journal Libération et à d'autres périodiques de titrer sur "le lobby pronitrates". C'est, enfin, courir le risque de perdre son procès et la face, et c'est ce qui est arrivé à M. Buson. Il réclamait un franc pour laver son honneur, il n'a obtenu que la condamnation aux dépens de son association.

Extrait de la revue "Eau et Rivières de Bretagne" N° 102 décembre 1997, éditée par l'association Eau et Rivières de Bretagne

On peut expliquer ce haut niveau de pollution :

- par le faible niveau de conscience des professionnels agricoles qui, durant toute la période 1970-1990, ont nié l'impact de leur activité sur l'eau, et refusé la moindre contrainte.
- par le laxisme de l'État, qui n'a pas arbitré en faveur de l'intérêt général, mais s'est au contraire montré complaisant à l'égard des comportements irresponsables des producteurs et de leurs organisations.

Cette faiblesse de l'État, à tous les niveaux, des ministres au préfet..., se traduisait notamment par :

- l'inapplication systématique de la réglementation, études d'impact indigentes, informatisation inexistante des plans d'épandage, absence totale des contrôles par les inspecteurs des installations classées ;
- le dysfonctionnement des conseils d'hygiène, dont la mission sanitaire a été étouffée sous les pressions économiques ;
- le retard à appliquer les normes sanitaires européennes. Ce n'est qu'en 1991, à la suite d'un recours de "Eau et Rivières" au conseil d'État, que le ministère de la santé a imposé la limite de 50 mg/l dans l'eau du robinet... !

COMPARAISON ENTRE LES QUANTITÉS D'AZOTE PRODUITES PAR LES DÉJECTIONS ANIMALES, EN BRETAGNE, DANS LE BASSIN LOIRE-BRETAGNE ET EN FRANCE

	BOVINS	PORCINS	VOLAILLES	AUTRES(2)	TOTAL
Production azotée des élevages exprimée en millions d'Équivalent Habitant (M EH) (1)					
Élevages bretons	18,5	9	7,2	0,8	35,5 M EH
Élevages dans le Bassin Loire-Bretagne (3)	67,7	12	12,2	9,1	101 M EH
Élevages Français	154,8	17,1	17,6	24,5	214 M EH
Répartition de la production azotée d'origine animale en %					
Bretagne par rapport au BLB (3)	27	75	59	9	35
Bretagne/France	12	53	41	3	17
BLB /France	44	71	70	37	47

soit 10 fois la population bretonne
soit 10 fois la population du bassin
soit 4 fois la population française

(1) L'Équivalent Habitant (EH) est une mesure qui permet de comparer les pollutions émises par différents acteurs à la pollution émise par un habitant. Sachant qu'un habitant rejette 15 gr d'azote/jour, 1 EH=15 gr/jr d'azote ainsi : une vache = 14 EH, un porc charcutier = 0,66 EH, une poule = 0,1 EH et un m2 de volailles de chair = 0,82 EH.

(2) Équins, caprins, ovins, lapins.

(3) Bassin Loire-Bretagne (BLB) représente 1/3 du territoire français.

3/La contamination par les pesticides.

L'adoption des normes pesticides européennes en France en 1989, a conduit à mettre en place, au début de la décennie, un programme de suivi de la qualité des eaux sur ces polluants, dans toutes les rivières productrices d'eaux alimentaires. Depuis qu'on les cherche, on les trouve. Quelques données sur la situation des eaux bretonnes :

- **21 pesticides différents** sur 54 recherchés ont été trouvés : parmi ceux-ci, l'atrazine (herbicide du maïs) dont la concentration dépasse la norme réglementaire de 0,1 µg/l dans 901 des échantillons étudiés.

- La présence simultanée de plusieurs molécules est monnaie courante : dans les trois quarts des prélèvements, la norme de 0,5 µg/l pour le cumul de ces substances est dépassée. Le record absolu est détenu par la Seiche, un affluent de la Vilaine, sur lequel en juin 1993, le total des molécules dépassait 30

microgrammes par litre soit soixante fois la norme !

- les analyses ont permis de relever dans trois rivières de l'ouest une matière active le buturon, dont l'emploi n'a jamais été autorisé en France !

Triste inventaire qui s'explique autant par une fuite en avant de l'agriculture dans la voie intensive que par une gestion administrative totalement inadaptée des produits phytosanitaires. Qu'à l'aube du XXI^e siècle, les ministères de la santé et de l'environnement n'occupent qu'un strapontin dans la procédure de mise sur le marché de ces produits face au tout puissant ministère de l'agriculture, est révélateur de l'archaïsme de la gestion publique de ces substances.

4/Les conséquences de ces pollutions.

Cette dégradation généralisée de la qualité des eaux bretonnes provoque une cascade de conséquences sanitaires, écologiques, économiques.

- Tributaire pour l'essentiel des eaux de surface pour alimenter ses populations et son industrie agro-alimentaire, la Bretagne s'enferme dans une logique de pollution-potabilisation avec la recherche de nouvelles ressources, dont le coût est estimé à 1,4 milliard de francs, par le Schéma Régional d'Alimentation en eau. Dénitratation, dépesticide se généralisent dans les usines de potabilisation, faisant supporter aux consommateurs, les coûts externes de la pollution. Curieuse application du principe pollueur-payeur !

Cette situation a conduit "Eau et Rivières" à déposer plainte contre la France pour mauvaise application des directives européennes, une procédure d'infraction, actuellement engagée par la commission, devrait conduire prochainement, l'État français devant la cour de justice européenne.

- Au plan écologique, l'excès d'azote est à

mg/l CONCENTRATION MOYENNE EN NITRATES DANS LES COURS D'EAU BRETONS

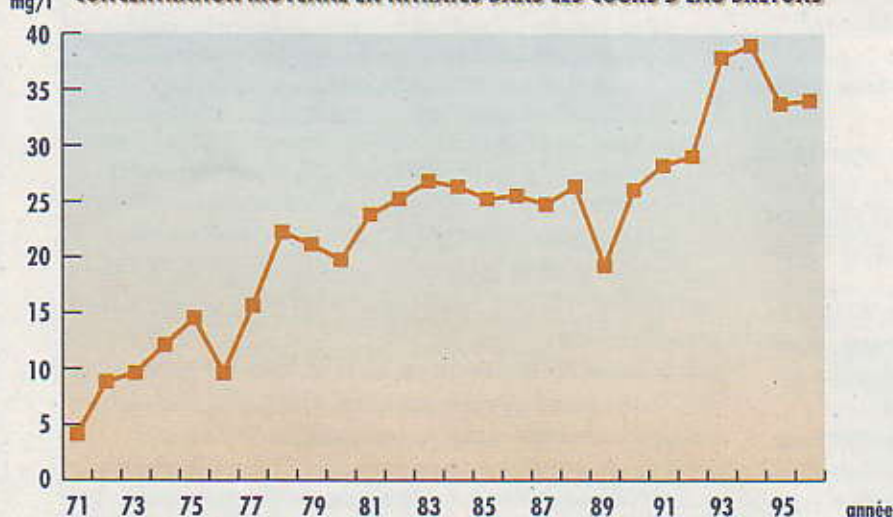


Fig 1 : sources DIREN Bretagne in Agreste Bretagne, déc 97. DRAF Bretagne.



AUGMENTATION DES APPORTS D'AZOTE AGRICOLE EN FRANCE

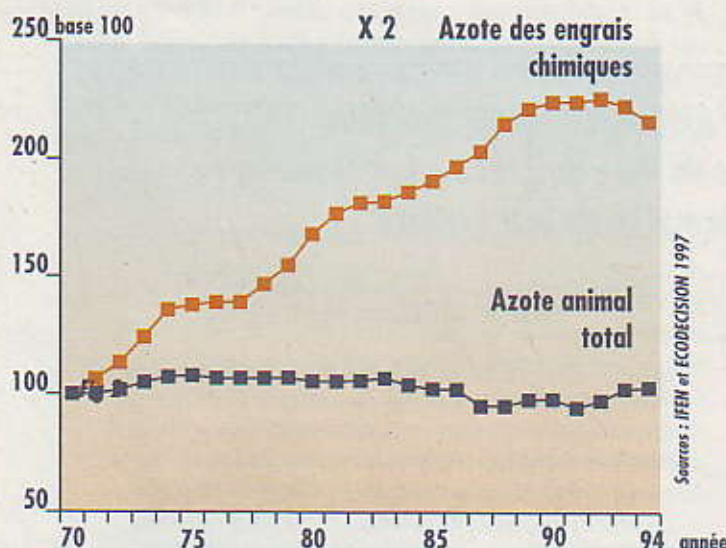


Fig 2 - Durant la période 1970-94, on constate globalement en France une stagnation des apports d'azote d'origine animale mais un doublement des apports par engrais chimiques. C'est plutôt la modification au cours du temps de la répartition des élevages sur le territoire national, ainsi que le passage à la technique hors sol, qui posent problème. La particularité bretonne est de cumuler l'augmentation des deux sources de pollution azotée. Cette région qui produit plus de 200 000 tonnes d'azote d'origine animale par an, se permet également d'épandre près de 200 000 tonnes d'engrais chimique, ceci explique la multiplication par 7 des concentrations moyennes en nitrates dans les cours d'eau bretons. (Cf Fig 1).

l'origine du phénomène d'eutrophisation du littoral, caractérisé par les "marées vertes" qui envahissent les plages durant la saison estivale. L'azote contribuerait à la prolifération de micro-algues (dynophysis, alexandrium) dont certaines sont toxiques. La contamination par les pesticides se traduit par une altération de l'écosystème aquacole (perturbation des espèces piscicoles, de macrophytes...)

- la pollution de la ressource en eau affecte chroniquement, ou temporairement suivant les endroits et les polluants, divers secteurs de l'économie régionale

- les cultures marines sont confrontées aux contaminations bactériennes et proliférations phytoplanctoniques.

- le tourisme, deuxième activité économique bretonne, subit un lourd préjudice, du fait du développement des marées vertes littorales qui font fuir les

vacanciers et occasionnent de grosses dépenses de ramassage.

- l'industrie agro-alimentaire est également touchée : grande utilisatrice d'eau, elle est confrontée au respect des mêmes normes réglementaires que l'eau du robinet, voire même aux normes plus sévères des marchés à l'export.

Enfin la dégradation de son environnement naturel, brouille l'image de marque de la région et nuit à son développement (accueil des touristes, des entreprises...) dans un monde où la qualité de l'environnement constitue un élément de plus en plus déterminant de l'image d'un produit ou d'un territoire. La capacité concurrentielle de la région est donc affectée.

5/Vers une nouvelle politique de l'eau.

Il n'y aura pas pour la qualité des eaux bretonnes, de résultats fondamentalement différents sans un changement en profondeur :

- de l'économie agricole. Arrêt des surconcentrations animales, réductions des consommations d'azote et de phytosanitaires, diminution des surfaces en maïs constituent les mesures obligées pour retrouver l'eau pure. De telles évolutions doivent être encouragées par des mesures adaptées, notamment dans le cadre de la réforme de la PAC et de la future loi d'orientation agricole.

- de l'action de l'État. A lui, par une organisation renouvelée (indépendance effective des services de police de l'eau, police des installations classées), par une clarification des objectifs (SAGE), par une nouvelle politique d'aménagement du territoire qui assure l'équilibre des usages de l'eau et des milieux, d'arbitrer en faveur du développement durable. Rien ne serait plus coûteux et dangereux pour la région que de poursuivre la fuite en avant dans le cycle infernal pollution/dépollution.

Nous ne pouvons nous payer ce luxe, ni celui, déjà perceptible, d'une fracture sociale autour des questions d'eau et d'agriculture.

Gilles Huet

Délégué Général d'Eau & Rivières de Bretagne

12 rue Lanveur - 56100 Lorient

Tél.: 02 97 87 92 45

Jean-Claude Pierre : "protéger l'eau, la santé, l'emploi"

Après 30 ans de militantisme désintéressé pour l'eau, vous voilà donc attaqué en justice pour la première fois par des industriels. Quel sentiment est aujourd'hui le vôtre ?

Les intérêts en jeu sont énormes, et ces industriels disposent de moyens financiers considérables. Ils tentent de nous fragiliser par un procès pour "injure publique", suite à des propos qui relèvent du débat normal dans un pays de liberté. Nous savons qu'ils mettront tout en œuvre pour écarter ceux qui osent contrarier leur logique. Nous y sommes préparés, nous savons que nous pouvons compter sur l'appui d'une fraction croissante de la population, et nous sommes sereins.

Comment expliquez-vous le durcissement des discours du lobby porcin ?

D'abord par la remontée des cours du porc. La consommation de viande bovine a chuté suite à la crise de la vache folle, et l'offre s'est effondrée à cause de la peste porcine qui sévit en Hollande. Les profits des éleveurs industriels sont colossaux. Avec 2 F, voire 2,50 F de marge nette par kilo, certains réalisent des bénéfices annuels de l'ordre du million de francs. Ces profits ouvrent l'appétit. Ensuite par le nouveau rapport de forces résultant d'un durcissement de la

législation, de la mobilisation des associations et des citoyens et de la moindre complaisance de l'administration, sensible à la nouvelle attitude des tribunaux... Enfin, par le souci des groupements de grignoter le pouvoir des chambres d'agriculture. C'est une donnée avec laquelle l'administration et les élus vont devoir compter.

Vos adversaires prétendent que les normes de qualité sont excessives, et causeront la perte d'emplois en Bretagne. Que leur répondez-vous ?

C'est le type même d'argument simpliste qui relève de la désinformation. La Bretagne tire l'essentiel de ses richesses de l'agriculture, de la pêche, de la conchyliculture, du tourisme. Toutes ces activités nécessitent une eau de qualité. Toutes ont besoin d'une bonne image de marque. Les exigences sociales évoluent et les normes internationales sont de plus en plus sévères. Comment, dans un contexte de concurrence impitoyable, une Bretagne saturée de lisier, d'algues vertes, de nitrates et de pesticides pourrait-elle promouvoir ses productions ? Répétons-le, protéger l'eau, c'est protéger la santé, mais c'est aussi préserver l'emploi.

Interview extraite de la revue "Eau et Rivières de Bretagne" N°101 de septembre 1997. Jean-Claude Pierre est l'un des fondateurs de l'association "Eau et Rivières de Bretagne".

La position du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (1), à propos du livre de J. et J.- L. L'Hirondel : "les nitrates et l'homme, le mythe de leur toxicité".

Cet ouvrage est un plaidoyer qui s'efforce de démontrer que les nitrates ne sont pas toxiques pour l'homme et que les normes existantes n'ont donc pas lieu d'être. Ce document s'intéresse essentiellement aux effets directs des nitrates sur l'homme. Le milieu naturel n'est abordé que de façon sommaire et déformée. La présente note résume les connaissances scientifiques qui réfutent les arguments infondés de cet ouvrage.

1/Si l'on se place au plan de la **santé humaine et animale**, il ne faut certes pas exagérer les dangers directement liés aux nitrates, mais, en présence de bactéries qui les transforment, ces derniers représentent un risque potentiel qu'il est préférable d'éviter par des mesures simples, et pas seulement par une meilleure hygiène. Ainsi la même valeur de référence pour les nitrates (10 mg/l N ou 50 mg/l NO₃) dans l'eau potable a été prise par la France, la Communauté Européenne, les principaux pays du monde avec quelques variantes, de même que par l'Organisation Mondiale de la Santé. En France une dérogation est possible pour l'alimentation humaine des eaux chargées entre 50 mg et 100 mg de NO₃

En outre, on soupçonne les nitrates de favoriser la croissance bactérienne dans les eaux, ce qui peut avoir des conséquences négatives sur la qualité de l'eau potable (Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, 19 mars 1996).

2/La directive européenne sur les nitrates (1980), qui organise la maîtrise de la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, vise également la **protection des milieux naturels et des écosystèmes perturbés par un excès d'azote**.

Dans les **eaux superficielles continentales**, l'accroissement des quantités de nitrates est bien connu, nitrates et phosphates sont déterminants dans le phénomène d'eutrophisation qui engendre la prolifération du plancton et des macrophytes et la dégradation de la qualité des lacs et des rivières. L'enrichissement en nitrates de 1 à 5 mg par an concerne également les eaux souterraines, avec un effet retard qui fait que, même si l'on maîtrise la fertilisation des cultures, l'augmentation de la teneur en nitrates continuera cependant sur plusieurs années ou dizaines d'années.

Dans les **eaux marines littorales**, l'accroissement des nitrates a entraîné le développement des **marées vertes** (liées en particulier à la croissance des ulves) qui ont des répercussions sur la qualité des eaux et des plages et sur l'activité touristique. De récents travaux ont également montré que, avec l'augmentation des rapports nitrate/silice et phosphate/silice, c'est la silice qui devient le facteur limitant pour les diatomées; celles-ci sont alors remplacées par des dinoflagellés qui comprennent des espèces toxiques pour le milieu marin et pour l'homme par la consommation de coquillages : par exemple, l'un d'entre eux (le dinophysis) provoque des diarrhées; un autre (l'alexandrium) peut conduire à des paralysies.

3/Outre ces effets directs sur les milieux aquatiques, l'excès de nitrate présente d'autres impacts négatifs.

L'apport de nitrates n'est pas seulement lié à la fertilisation minérale : dans plusieurs régions françaises, les **effluents d'élevage** (lisiers,...) en sont la source prépondérante et avec eux ce sont du phosphore, des métaux lourds, et des micro-organismes qui peuvent passer dans l'eau. Dans les régions de **culture intensive**, la présence de nitrates s'accompagne de celle de pesticides qui présentent des risques encore mal connus : par exemple, **on a mis en évidence la formation de nitrosamines** (produit dont l'effet **cancérigène est prouvé**) par réaction entre l'atrazine et les nitrates : on voit clairement, sur ce cas, le danger de raisonner sur un seul facteur et une seule réaction.

De manière analogue, si les nitrates ne sont pas directement toxiques en milieu aquatique, l'**ammoniaque** qui peut être formée à partir de ces derniers est toxique pour les **poissons**.

Prendre en compte le milieu naturel avec sa complexité, c'est aussi **considérer la partie atmosphérique du cycle de l'azote**. L'ammonium volatilisé au cours de l'épandage des lisiers retombe à proximité, mais aussi à des centaines de kilomètres. Dans les Vosges, ce n'est pas uniquement une source de fertilisation des forêts, mais également une cause d'acidification (par nitrification) et de déséquilibre des écosystèmes forestiers.

Enfin, une surcharge des eaux en nitrates entraîne une dénitrification naturelle, par exemple sous les cultures de maïs des Landes. Celle-ci ne se traduit pas seulement par la formation de gaz N₂ (composé neutre), mais également de gaz NO, NO₂, et surtout N₂O, dont l'influence sur l'**effet de serre** est notable : N₂O absorbe 200 fois plus les rayons infrarouges que CO₂.

4/Les arguments du livre de J. L'Hirondel, basés sur une vue très partielle du problème, risquent d'être exploités pour remettre en cause une norme et une politique de prévention qui, rappelons-le, est européenne et mondiale et qui concerne non seulement la santé de l'homme, mais également celle des écosystèmes par la perturbation complète du cycle d'un élément. Nous avons vu qu'à ce niveau, les problèmes deviennent infiniment plus complexes. Dans ce domaine, le principe de précaution s'applique, et la mise en œuvre des actions préventives est indispensable. La mobilisation des agriculteurs pour l'amélioration des pratiques agronomiques doit se poursuivre à travers la mise en œuvre du code des bonnes pratiques agricoles et les programmes d'action dont les mesures progressives et réalistes sont adaptées au caractère peu nocif des nitrates pour la santé publique. Par contre le traitement de l'eau n'est à préconiser que pour des teneurs élevées sans espoir d'amélioration rapide.

(1) Direction Générale de l'Administration et du Développement, note du Service de la Recherche et des Affaires Économiques, 20 décembre 1996

Pour l'environnement, l'emploi et l'aménagement du territoire, il faut arrêter de subventionner l'agriculture industrielle

LE CAS DES ELEVAGES INDUSTRIELS DE COCHONS

Autrefois l'élevage des cochons était beaucoup mieux réparti sur l'ensemble du territoire français. Aujourd'hui il se concentre dans deux régions : la Bretagne et les Pays de la Loire. Or, compte tenu de cette concentration, de gros problèmes de pollution de l'eau se posent dans ces régions alors que le cochon, cet omnivore, pourrait parfaitement être à nouveau produit sur l'ensemble du territoire.

La question ne devrait donc plus être "d'adapter la Bretagne au cochon" au moyen d'argent public massivement distribué, et dont les mécanismes sont ignorés du grand public, mais de redistribuer les cochons sur le reste de la France. Ceci est un vrai problème d'aménagement du territoire, en conséquence il faudrait instituer progressivement pour cet élevage, des droits à produire équitablement répartis entre les régions françaises. Cette idée dépasse le cadre national, elle est de dimension européenne, puisque les petits territoires de la Bretagne, de la Hollande et du Danemark produisent à eux seuls une grande partie des cochons européens, ce qui est préjudiciable partout, à l'environnement, aux conditions d'élevage des animaux, et en fin de compte à la création d'une économie durable.

D'une manière générale, l'hyperspécialisation des régions françaises sur une ou deux productions est une catastrophe pour l'eau, les sols et l'environnement. Quant à l'élevage hors sol, il contribue même au gaspillage d'énergie puisqu'il faut chauffer les installations. Par exemple dans le Limousin, une petite porcherie sur lisier (20 truies) chauffée à l'électricité coûte 35 000 F/an en tarif EJP (1) !

Pour ce qui est de l'emploi, les quelques chiffres suivants montrent combien les élevages industriels lui sont défavorables : un atelier de 200 truies, sur lisier, en système "naisseur-engraisseur", produit autant de viande que 15 exploitations bovines de 50 vaches ... mais avec 7 fois moins de main d'œuvre.

Une redistribution des droits à produire sur l'ensemble du territoire pourrait au moins se faire en profitant de la cessation d'activité d'élevage dans les zones dites "d'excédents structurels". A l'occasion de départs à la retraite, ou de faillites, les droits à produire ne pourraient être rachetés par des voisins, afin qu'ils ne s'agrandissent pas, comme c'est souvent le cas actuellement.

Mais si une répartition plus harmonieuse des porcs sur l'ensemble du territoire était une mesure adoptée, elle ne serait pas suffisante. En effet, il faudrait veiller à ce que ce redéploiement se fasse sur la base de modes de production qui ne soient nuisibles, ni à l'environnement (odeur, eau), ni aux animaux (conditions concentrationnaires), ni à la santé des consommateurs (les plantes génétiquement modifiées, comme le soja, vont massivement apparaître dans l'alimentation des cochons).

Pour cela, il faudrait, à mon avis, respecter trois critères :

- **modifier le mode d'élevage.** Bannir l'élevage sur lisier au profit de l'élevage en plein air ou de l'élevage sur paille ou sur sciure, c'est-à-dire sur litière solide.

En effet, dans le "système lisier", les cochons sont élevés sur du béton avec caillebotis permettant le passage de leurs excréments directement dans des caniveaux et des cuves situées sous eux. L'odeur y est suffocante et les produits ammoniacaux dégagés peuvent même asphyxier les cochons si le système de ventilation électrique s'arrête. D'où la nécessité pour ces élevages d'avoir un groupe électrogène (souvent subventionné par de l'argent public comme au Conseil Régional du Limousin où les 2 élus Verts ont obtenu l'arrêt de cette subvention, au motif que les candidats à ce mode d'élevage ont à

assumer eux-mêmes les conséquences financières de leur mauvais mode d'élevage).

A l'inverse, le système avec litière solide permet d'avoir des cochons non stressés, beaucoup plus confortablement installés, avec un air respirable pour les hommes et les cochons, sans système de chauffage (économies d'énergies) car la litière est isolante et même chauffante s'il y a fermentation, sans dégagement d'odeurs intolérables comme sur lisier.

- **limiter la taille des élevages.** Un plafond maximum de 50 truies ou de 500 places de porcs charcutiers devrait être établi. Au-delà, les aides publiques seraient supprimées et des systèmes de dissuasion seraient mis en place. Cela serait très opportun puisque l'élevage en plein air, ou sur litière solide, se prête mal à de gros cheptels, à cause des problèmes de place disponible, et de manutention de la paille ou de la sciure, ce qui exige plus de main d'œuvre (création d'emplois) que l'élevage sur lisier qui, lui, est très "automatisable".

Remarque. En Limousin, les élus Verts au Conseil Régional n'ont pas pu obtenir que toutes les aides aux élevages sur lisier soient supprimées, pression du lobby oblige. En revanche, ils ont obtenu qu'une aide spécifique, (plafond 50000 F) soit allouée aux élevages sur lisier désirant se reconvertir à la litière solide. Peu d'éleveurs ont bénéficié de cette aide jusqu'à présent, car la profession n'a pas vraiment fait la promotion de cette possibilité nouvelle. Le lobby porcin continue de privilégier le lisier dans notre région où, dit-il, la surface agricole d'épandage disponible ne provoque pas les mêmes dégâts sur l'eau, ni le même tollé des riverains qu'en Bretagne ; ce qui n'est pas, selon nous, une raison suffisante pour ne pas promouvoir une technique plus écologique.

Pour avoir visité des élevages sur paille et sur sciure, je peux témoigner que les cochons y sont bien, propres, joueurs, pas stressés. L'air y est très respirable, et la gestion des fumiers (que l'on peut composter) n'a pas les inconvénients du lisier (rétention des éléments fertilisants et donc moindre passage des nitrates dans l'eau).

- **nourrir les cochons avec des aliments produits majoritairement sur les terres de l'exploitation**, sans aliment génétiquement modifié, sans farine animale, sans antibiotique, et dès que possible issus de l'agriculture biologique. L'agriculture biologique, contrôlée par des organismes indépendants, est l'idéal écologique à atteindre, surtout quand on connaît les effets néfastes des pesticides sur la santé et l'environnement.

Même les éleveurs de porcs danois ("non bio") s'interdisent de nourrir leur cheptel avec des céréales traitées aux "raccourcisseurs" de paille car cela provoque une moindre fertilité de leurs truies ! (Les raccourcisseurs sont des produits chimiques pulvérisés dans le champ pendant la croissance des céréales pour éviter que leurs tiges ne poussent trop en hauteur ... sous l'effet d'un excès de fertilisant !)

Au niveau mondial, l'agriculture biologique est la seule forme d'agriculture qui s'est engagée à ne produire et n'utiliser aucune plante génétiquement modifiée.

DE LA POLLUTION A L'INJUSTICE.

Des aides publiques vont massivement aux élevages de taille industrielle plutôt qu'à une agriculture paysanne d'échelle humaine autonome et économe en ressources non renouvelables. Ceci est révoltant et révèle un système de lobbying bien rôdé depuis longtemps. Siégeant au Comité de Bassin Loire-Bretagne, où je représentais la Région Limousin, j'ai pu constater à quel point celui-ci était efficace. Lors de la séance du 5

(1) Le tarif Effacement Jours de Pointe (EJP) est l'un des plus avantageux proposé par EDF.

décembre 1996, à Orléans, la répartition financière du 7ème programme d'intervention de l'Agence (1997-2001) a été votée sans ma voix, ni celle des représentants associatifs présents. En effet, nous y avons détecté et dénoncé une violation du principe "pollueur-payeur" comme le montrent les chiffres suivants. Il est prévu sur 5 ans, entre 1997 et 2001, que l'Agence de l'eau enregistre 38 millions de francs de redevance "pollution agricole", sur la ligne "Recettes" du 7ème programme, contre 620 millions de francs de paiements "activités agricoles" sur la ligne "Dépenses".

En clair, alors que les grosses exploitations agricoles vont payer seulement 38 MF de redevances, elles vont bénéficier de 620 MF d'aides pour dépolluer, c'est-à-dire pour compenser les conséquences d'un choix de production mauvais pour l'emploi, l'aménagement du territoire et l'environnement !

Des usines de déshydratation du lisier vont se monter ! Oui ! Mais avec beaucoup d'argent public ! La différence entre ces deux sommes, 582 MF, proviendra de l'État, des Agences de l'eau et des collectivités territoriales, et tout cela, pour que la situation de l'environnement ne demeure pas explosive. Belle capitulation, alors que la solution, comme j'ai tenté de le démontrer, est toute autre.

Il s'agit là d'une véritable violation du principe "pollueur-payeur" que la France a pourtant affirmé en créant les Agences de l'eau (en 1964) et confirmé en ratifiant en 1992 les accords du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro. A ce titre, la France est condamnable. A ce titre aussi, le gouvernement se doit d'agir pour mettre fin à un scandale financier et écologique qui va à l'encontre du développement durable. Pour montrer à quel point ce scandale se double aussi d'une injustice, prenons un autre exemple.

En Haute-Vienne les 17 premiers dossiers d'élevages aidés par de l'argent public, au titre du PMPOA ont les caractéristiques suivantes :

- leur taille moyenne est de 245 UGB-Azote (Unité Gros Bétail), donc l'équivalent de plus de 245 gros bovins par exploitation ;
- ils recevront en moyenne 165 000 francs d'aide publique, ce qui représente 60 % du montant des travaux. Ces dossiers ont été reçus de septembre 1995 à juin 1997 et les crédits sont engagés.
- parmi eux, un élevage de 400 bovins va faire 630 000 F de travaux de mise aux normes de ses bâtiments d'élevage, et il sera subventionné à hauteur de :

94 000 F venant du Conseil Régional

94 000 F venant de l'État directement

198 000 F venant de l'État via l'Agence de l'eau

Au total, 386 000 F d'argent public pour aider une très grosse exploitation à moins polluer.

Pendant ce temps, les petits agriculteurs "tirent le diable par la queue". Que l'un d'entre eux soit un jour contraint de faire à ses frais les travaux qui s'imposent pour que les jus de son petit tas de fumier ne se déversent plus dans le ruisseau voisin, et on aura compris toute l'injustice du mécanisme de ce PMPOA.

Au lieu d'aider les petits à se mettre aux normes et de contraindre les gros à le faire, on a fait exactement l'inverse. On a aidé d'abord les gros et un jour on contraindra les petits.



France Nature Environnement

Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA).

L'adoption du PMPOA en octobre 1993 fait suite à un accord cadre entre les ministères de l'environnement et de l'agriculture daté du 10 mars 1992 que (l'on) désigne comme la concrétisation d'une négociation entre l'État et la profession agricole. Cette négociation a été laborieuse et l'entrée dans le mécanisme du PMPOA a été négociée contre compensation financière.

L'accord d'octobre 1993 prévoit en effet l'aide de la collectivité pour les élevages qui réalisent des investissements jugés nécessaires à une maîtrise des pollutions agricoles (deux tiers des investissements, à la charge de l'État, des collectivités territoriales et des Agences de l'eau; coût total entre 7 et 21 milliard sur dix ans). Ces investissements ouvrent le droit à une prime d'épuration qui vient diminuer la redevance brute payée par les agriculteurs. En dessous d'un seuil de pollution égal à 200 équivalents-habitants, l'exploitant agricole est réputé non pollueur; il s'agit finalement de l'application de ce qui est appelé par analogie le "principe non pollueur-non payeur", défendu par la profession agricole (mais il ne s'agit évidemment pas d'un principe du droit communautaire).

En outre, pour éviter que la redevance nette ne pèse trop sur l'équilibre financier des exploitations, on avait prévu de n'en percevoir que 40 % en 1995, puis 50 % en 1996, l'intégralité de la redevance n'étant perçue qu'en 2003. Mais, un nouveau protocole signé entre la profession agricole et les ministères de l'environnement et de l'agriculture en octobre 1994 accorde un moratoire aux éleveurs, jusqu'en 1998. En définitive, les agriculteurs reçoivent aujourd'hui des aides pour mettre leurs élevages en conformité, aides qui sont financées pour un tiers par les Agences de l'eau, ce qui leur permettra ensuite, en vertu du principe non pollueur-non payeur, de ne pas avoir à acquitter de redevance pollution.

Bien que ce dispositif particulier soit présenté comme le moyen de faire entrer les agriculteurs dans le système des agences de l'eau, il semblerait plutôt en pratique qu'il s'agisse d'une négociation anticipée de leur sortie, du moins (pour la majorité d'entre eux);...

Extrait de l'Évaluation du dispositif des Agences de l'eau/Rapport du Commissariat Général du Plan au Gouvernement 1997 - La Documentation Française - Paris, 1997.

Le tout sous le prétexte apparemment louable de réduire en premier les grosses sources de pollution.

Tout cela ne favorise à l'évidence que l'agrandissement des exploitations et la disparition des petits paysans. Otage des lobbies, le PMPOA n'est donc qu'un élément de plus de la machine à broyer l'agriculture paysanne et à fabriquer une agriculture industrielle.

Jacques LAMAUD,

Ancien Président de la Commission Environnement

du Conseil Régional du Limousin

Ancien membre du Comité de Bassin Loire-Bretagne

Conseiller municipal de Limoges

La Lettre Eau est éditée tous les 3 mois par France Nature Environnement : Fédération Française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968

57 rue Cuvier - 75231 PARIS CEDEX 05 - Tél.: 01 43 36 79 95 - Fax: 01 43 36 84 67 - Directeur de la publication : Lionel BRARD, Président de France Nature Environnement

Rédacteur en Chef : Bernard ROUSSEAU, Vice-Président, responsable des politiques eau de France Nature Environnement

Réalisation : Nature Centre, fédération régionale des associations du Centre, siège du réseau Eau de France Nature Environnement

71 av. C. Péguy, 45800 Saint-Jean-de-Braye, Tél.-fax : 02 38 83 00 80

Crédit photo : Eau et Rivières de Bretagne - Maquette : Géronimo ! - Photographie : FBI - Impression : COPIE 45 - 6 rue Jean Bertin - ZA de la Guignardière - 45430 Chécy

Abonnement annuel : 80,00 F - Abonnement de soutien : 100,00 F - Correspondance et abonnement à adresser à Vincent PASQUIER, Réseau Eau de France Nature Environnement,

71 av. C. Péguy, 45800 Saint-Jean-de-Braye, Tél.: 02 38 61 17 89 - Fax : 02 38 83 00 80

ISSN : 12 76-1044. La reproduction des textes, photos et dessins de ce numéro est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.